

CERES ET RIO VERDE : DEUX MOMENTS DE L'EXPANSION DE LA FRONTIÈRE AGRICOLE DANS L'ÉTAT DE GOIÁS ⁽¹⁾

Ignez COSTA BARBOSA FERREIRA,

avec la collaboration de

Marília PELUSO DE OLIVEIRA

Géographes. Université de Brasília — Département de Géographie, UnB. 70910 Brasília DF

RÉSUMÉ

On entend communément par « frontière » le processus d'occupation d'un espace réputé vide. Ce vide peut être démographique, comme économique ou juridique, et l'espace peut se trouver dans la forêt amazonienne, comme sur les terres des cerrados, comme en tout lieu du Brésil, car la « frontière » est avant tout le symbole des relations que les Brésiliens entretiennent avec leur territoire. A partir de deux études de cas, au contexte historique et physique différent, on se propose d'apporter un témoignage sur deux moments de l'expansion de la frontière agricole dans l'État de Goiás, et sur leurs conséquences actuelles dans le domaine de l'organisation de la production, de l'emploi et de l'urbanisation.

MOTS-CLÉS : Frontières agricoles — Colonisation — Petite production agricole — Emploi agricole — Villes de la frontière — Soja — Brésil — État de Goiás — Mato Grosso de Goiás.

RESUMO

CERES E RIO VERDE : DOIS MOMENTOS DA EXPANSÃO DA FRONTEIRA AGRÍCOLA NO ESTADO DE GOIÁS

Por « fronteira » entende-se o processo de ocupação de um espaço reputado vazio. O vazio pode ser tanto demográfico como econômico ou jurídico, e o espaço se encontrar tanto na floresta amazônica, como nos cerrados ou em qualquer lugar do Brasil, pois a « fronteira » é, antes de tudo, o símbolo das relações que os brasileiros mantêm com seu território. A partir de dois estudos de casos, dentro do contexto físico e histórico, nos propomos a dar testemunho sobre dois momentos da expansão da fronteira agrícola no estado de Goiás, e sobre suas conseqüências atuais no âmbito da organização da produção, do emprego e da urbanização.

PALAVRAS CHAVES : Fronteiras agrícolas — Colonização — Pequena produção agrícola — Emprego agrícola — Cidades da fronteira — Soja — Brasil — Estado de Goiás — Mato Grosso de Goiás.

ABSTRACT

CERES AND RIO VERDE :

TWO PERIODS IN THE EXPANSION OF THE AGRICULTURAL FRONTIER IN THE GOIÁS STATE

“Frontier” generally means the process of occupation of a zone considered as vacant. This vacancy can be demographic as well as economic or legal and the zone can be situated in the Amazonian forest as well as on the lands of the cerrados, as in any zone of Brazil, for the “frontier” is first of all the symbol of the relations entertained by the Brazilians with their territory. On the basis of two case studies conducted under different historical and physical

(1) Traduit du portugais par Catherine Aubertin, ORSTOM.

conditions, one intends to give evidence on two periods of the expansion of the agricultural frontier in the Goiás state and on their present consequences concerning the organization of production, employment and urbanization.

KEY WORDS : Agricultural frontiers — Colonization — Small-scale agricultural production — Agricultural employment — Frontier towns — Soya bean — Brazil — Goiás state — Mato Grosso de Goiás.

Introduction

L'histoire de la formation du territoire brésilien est caractérisée par l'expansion de l'espace productif grâce à l'incorporation de nouvelles terres pour la production. Depuis l'époque coloniale jusqu'à aujourd'hui, cette expansion a pris des formes différentes, créant dans le territoire de nouveaux modes d'utilisation de la terre et de la force de travail, d'occupation et d'appropriation de l'espace. Bien qu'elle puisse surgir à des endroits divers et à des moments différents, la « frontière » se doit d'être toujours repoussée « plus loin ». La « frontière » représente l'espoir de pouvoir s'établir sans entraves sur des terres libres, la possibilité de s'enrichir, de s'élever socialement, et son idéologie associe étroitement la « mobilité verticale » à la « mobilité horizontale ». Au-delà de son aspect idéologique, elle est une conséquence concrète du type d'agriculture pratiquée au Brésil : économiquement, une agriculture dont le pôle d'activité principal se déplace au gré des succès de produits d'exportation (« cycle des produits »), techniquement une agriculture qui dégrade le sol et qui l'abandonne une fois épuisé. La « frontière » symbolise les relations que les Brésiliens entretiennent avec leur territoire.

GOIÁS, TERRE DES FRONTIÈRES

L'État de Goiás est considéré comme une « région de frontière agricole ». Historiquement plus isolée que celle de l'État du Mato Grosso, pourtant situé plus à l'ouest mais mieux desservi par les fleuves, sa population fut longtemps réduite et dispersée autour des mines d'or du XVIII^e siècle. Jusqu'au XX^e siècle, sans axes de communication, le Goiás vit replié sur lui-même. Son économie se réduit à un élevage extensif dominé par les oligarchies locales.

Le Goiás, comme l'ensemble du Brésil, recouvre pourtant des réalités très hétérogènes et, depuis le début du XX^e siècle, les « frontières » s'y succèdent. C'est d'abord la région Sud-Sud-Est qui est bouleversée par l'arrivée du chemin de fer de São Paulo et par les contrecoups de l'expansion du « front du café ». Puis, en 1936, c'est le tour de la région Centre : la nouvelle capitale de l'État, Goiânia, est créée. Il s'agit par cette manœuvre politico-administrative de dynamiser une « nouvelle » région, le Mato Grosso de Goiás, et d'abandonner à sa décadence l'ancienne capitale de la période de l'or, Goiás.

C'est dans cette zone de forêt tropicale en passe de devenir un grand centre agricole, que le gouvernement implante en 1940 la Colonie Agricole Nationale de Goiás (CANG) et, toujours pour développer les espaces vides, commence la construction de la route qui doit relier le Nord (Belém) au Sud (Anapolis, Brasilia, mais surtout São Paulo). Encore au Centre, le déplacement, dans le Goiás, du District Fédéral et la création de Brasilia en 1960 doivent ouvrir de nouvelles frontières à l'espace brésilien et s'accompagnent d'une multiplication des axes de transport. Dans la même période, au Nord, dans les zones de forêt amazonienne du « bico de papagaio », les *Nordestinos* repoussent leurs frontières avec une petite agriculture de subsistance. Toujours au Nord et avec de nombreux conflits, les années soixante-dix marquent le début des grands défrichements des *fazendas* d'élevage encouragés et largement subventionnés par la SUDAM (Société de Développement de l'Amazonie). Enfin à partir de 1975, la culture du soja semble faire la fortune des terres de *cerrados* de la région Sud.

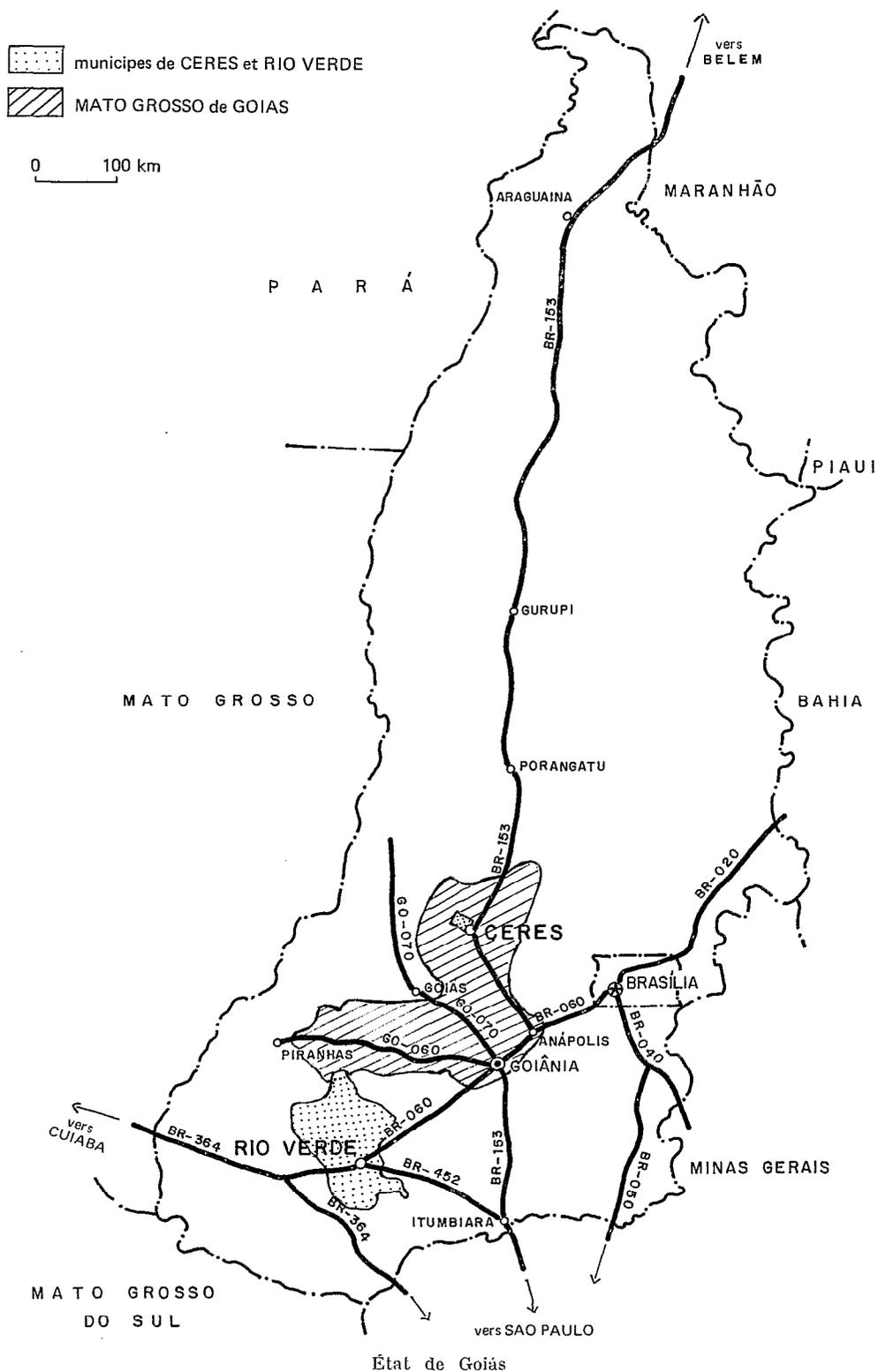
Aujourd'hui encore, la frontière cache un enjeu politique. Sous le même prétexte de dynamiser des « zones vides » et de fortifier la « frontière », on parle de la création d'un nouvel État, le Tocantins, qui ne concernerait que la partie nord du Goiás, ou le Carajas, qui engloberait la partie nord du Goiás et la partie des États voisins touchés par le projet Carajas.

On constate donc l'omniprésence du phénomène de frontière dans la vie économique du Goiás. Malgré la diversité de ces frontières, nous pouvons présenter quelques éléments théoriques afin de mieux cerner leur signification.

FRONTIÈRES : DIVERSITÉ ET AMBIGUÏTÉ D'UN CONCEPT

On entend communément par « frontière » le processus d'occupation d'un territoire réputé vide.

Cette notion d'occupation d'un espace vide contient toute l'ambiguïté du concept de frontière : en quoi l'espace est-il considéré comme vide et par conséquent qui va l'occuper et comment ? Il peut être vide du point de vue juridique, démographique, productif et économique, et dans ce dernier cas, encore faut-il savoir quel type de production l'on accepte de considérer à un moment donné, selon la conjoncture politique ou les préférences idéologiques.



De là, la nécessité de clarifications théoriques, de concepts plus précis, tels que « front d'expansion » ou « front pionnier ». De là aussi les contradictions apparentes dans la caractérisation d'un même espace, à une même époque : la partie sud du Goiás est considérée par certains comme une frontière « fermée » du fait de l'appropriation intégrale de ses terres et d'un important exode rural. Pour d'autres, il s'agit au contraire de la « frontière du soja », présentée comme la zone d'expansion de l'agriculture capitaliste.

La frontière est aussi le lieu distant, bien que dépendant, des centres qui dominent le système économique national. Pour GRAZIANO (1982 : 115) cependant, « la frontière n'est pas nécessairement une région distante, vide du point de vue démographique. Elle est frontière du point de vue du capital, compris comme relation sociale de production ». BECKER (1982) souligne l'articulation de la frontière à l'espace national à l'intérieur d'une structure polarisée centre-périphérie. Les frontières ont toujours été reliées au centre par le commerce qui crée les nombreux cycles économiques régionaux, privilégiant un produit ou un autre et différenciant l'espace.

On a coutume de considérer l'extension territoriale de l'espace de production comme un « mouvement pionnier », *pioneirismo* qui, du fait de son importance dans l'ouverture de nouveaux espaces, dans la formation du territoire, et dans l'organisation des flux migratoires vers la « nouvelle frontière », reçoit ainsi la dénomination de « fronts ». Selon J. S. MARTINS (1975), nous pouvons distinguer deux formes d'avancée dans l'occupation du territoire : le front d'expansion et le front pionnier.

Par front d'expansion, on entend le mouvement d'occupation où la vie économique n'est pas structurée à partir du marché, mais qui, fournissant quelques excédents agricoles commercialisables, ne peut être considérée comme une économie fermée. Il s'agit d'une économie dans laquelle les agents ont d'abord comme objectif la production pour leur subsistance. Elle s'intègre à l'économie de marché par deux aspects : par le surplus qu'elle produit et qui se réalise comme marchandise sur le marché et par l'absorption des excédents démographiques provenant de l'ancien espace économique. Une autre caractéristique spécifique du front d'expansion est l'usage privé des terres *devolutas* sans propriété de fait, celles-ci n'ayant pas de valeur marchande. L'acteur central est le *posseiro*.

Quand on passe d'une production de subsistance à une production commerciale, quand apparaît la propriété de droit de la terre qui n'est plus occupée mais achetée, on parle alors de « front pionnier » (MARTINS, 1975). Nous pouvons avancer que le passage à un front pionnier se doit non tant à la

disparition de terres à occuper qu'à leur nouveau statut juridique : la propriété de la terre étant la condition nécessaire à l'expansion de l'espace de production capitaliste. Le front pionnier se présente comme une entreprise économique, avec des sociétés immobilières, ferroviaires, bancaires, commerciales, etc. Avec le front pionnier l'occupation s'intensifie par l'afflux de migrants, les terres, *devolutas* ou non, sont loties, et le prix de la terre s'envole. Comme le souligne WAIBEL (1958), le pionnier ne participe pas simplement au peuplement, il apporte dans la région une nouvelle forme d'occupation et de vie, et donc de nouvelles techniques. Il importe de relativiser le terme de « pionnier » car il ne s'agit pas là d'innovation, mais de reproduction, dans la région du front pionnier, des relations sociales de la région d'origine. Ce ne sont des innovations que par rapport à l'ancien type d'occupation des *posseiros*, des *caboclos*, des Indiens ou des anciens occupants. Il n'y a pas transition à partir d'un mode de production déjà existant localement, mais rupture.

Nous savons que la frontière est une situation transitoire, provisoire et que son rôle est d'incorporer de nouveaux espaces au système productif. Ces espaces, comme les caractéristiques du système productif, se modifient au cours du temps. Ainsi, la frontière ne signifie pas l'installation d'une forme fixe d'occupation et de structuration de l'espace : de nouvelles frontières peuvent toujours s'ouvrir où que ce soit. La question de l'expansion de la frontière réduite au phénomène de l'occupation de terres vierges ou pratiquement vides, ou de terres *devolutas*, dissimule l'autre aspect de la problématique, qui est celui des nouvelles formes d'occupation de zones déjà appropriées (anciens fronts pionniers), de zones qui, bien qu'insérées dans la production marchande, sont encore marquées par des formes non capitalistes où coexiste la grande propriété d'élevage extensif avec une petite économie de subsistance, et par la présence de *posseiros* et d'*agregados*. De nouvelles frontières peuvent s'ouvrir quand la région passe d'un système d'occupation simple à un système d'appropriation et d'exploitation capitaliste. La caractéristique principale de cette nouvelle phase d'expansion du capital n'est pas seulement la transformation de la terre en marchandise, mais aussi la mise en place des conditions de sa rentabilité, l'investissement en vue d'une production spécialisée, les changements dans les relations de production et la dépendance des agriculteurs vis-à-vis de l'industrie. Concrètement ce processus se manifeste par la suppression du mode de production de subsistance et par l'expulsion de la population qui résidait à la campagne (élimination des *posseiros*, des *agregados* et des petits propriétaires). Avec l'apparition de la grande entreprise rurale, la concentration foncière, la valorisation des terres,

la mécanisation et l'utilisation d'intrants qui lient le milieu rural aux centres industriels, et l'implantation de la grande culture d'exportation, se généralise le recours à la main-d'œuvre temporaire salariée et l'entrée en scène des *bóias frias* et des recruteurs. Le travailleur rural se transforme en résident urbain salarié.

Aujourd'hui, les progrès de la science et de la technologie permettent la mise en valeur de terres jusqu'alors considérées comme impropres à l'agriculture. On observe que ce phénomène atteint des régions déjà occupées qui se reconvertissent dans de nouvelles activités, comme dans le cas de la grande culture commerciale sur les terres de *cerrados* où se pratiquait l'élevage extensif. Cette nouvelle avancée de la frontière est liée à la modernisation de l'agriculture, à l'investissement en capital, à la monoculture.

De nos jours, dans le contexte du Plan National de Réforme Agraire et des tentatives de définition d'une politique agricole, la problématique de l'ouverture de nouveaux espaces agricoles présente un intérêt primordial. Les résultats des fronts pionniers et de la colonisation en termes de fixation de l'homme à la terre, la concentration foncière qui résulte de la modernisation de la production agricole des quinze dernières années et l'impossibilité pour la grande majorité des travailleurs ruraux d'accéder à la terre, soulèvent de nombreux débats passionnés.

A partir d'études de cas des *municípios* de Ceres et de Rio Verde dans l'État de Goiás, nous nous proposons d'étudier les transformations survenues respectivement dans une ancienne région de front pionnier, et dans une région de nouvelle frontière caractérisée par le développement de la grande agriculture. Ces deux régions ont été des frontières à des époques différentes; la première était recouverte de forêts, la seconde est surtout composée de terres de *cerrados*. Leurs fonctions, leurs productions, leurs acteurs sont différents. Pourtant toutes deux participent de la formation de l'espace national à travers le mécanisme de la frontière. Toutes deux sont aujourd'hui des zones de grande production agricole qui comptent depuis longtemps parmi les *municípios* les plus peuplés du Goiás. Bien que l'une soit encore le lieu privilégié de la petite propriété et que l'autre soit celui du module d'exploitation moderne, elles ont perdu toutes deux, entre 1970 et 1980, plus d'un tiers de leur population rurale et rejettent une main-d'œuvre qui va à son tour peupler de nouvelles frontières ou rejoindre les grands centres urbains. Le but de cet article est de porter, à travers la présentation de ces deux cas, un témoignage sur le phénomène de frontière.

Ceres et la CANG : le gouvernement fédéral ouvre la frontière à la petite agriculture

La création de la CANG est liée au contexte politique de l'époque. Dans les villes, le Parti Ouvrier

et Paysan cherchait à unir les petits producteurs au prolétariat urbain lors des troubles politiques des années vingt qui culminèrent lors de la révolution de 1930 avec l'interdiction des partis politiques et la proclamation de l'*Estado novo* (TRONCA, 1985). Plutôt que de résoudre le problème de la paysannerie en renforçant la petite propriété dans les régions de tensions, le gouvernement considéra la frontière comme le lieu de la reproduction paysanne, et en même temps comme lieu de reconversion d'une partie du mouvement migratoire vers les villes (VELHO, 1974). Le populisme de Getulio Vargas, comme idéologie de mobilisation des masses, créait des idéologies parallèles qui lui servait d'appui, avec le but d'éviter les conflits sociaux. Un des projets du gouvernement populiste fut de présenter la possibilité d'accès à la terre, en accélérant la politique de colonisation, comme moyen concret d'occupation territoriale. Les colonies agricoles constituaient la pièce maîtresse de cette politique. Les bénéficiaires, qui devaient être reconnus pauvres et aptes aux travaux agricoles (TAVARES, 1984), étaient les petits producteurs ruraux victimes des conflits du système agricole. Le slogan de « La marche vers l'Ouest », lancé par le gouvernement fédéral en 1939, dirigea une partie des flux migratoires vers le *Planalto Central* et apparut comme une idéologie capable de servir de base au populisme dans les campagnes.

A cette époque, le pays connaît un développement de type « urbain-industriel » et suit une politique d'industrialisation par substitution des importations. La production pour le marché intérieur gagne en importance. Le Sud-Est s'affirme comme le centre dynamique du développement national. La croissance démographique, les changements dans l'agriculture et la désagrégation de l'économie de subsistance, sont déjà responsables de l'exode rural, spécialement dans le Nord-Est et dans l'État du Minas Gerais (BALAN, 1972). Les courants migratoires proviennent des régions moins dynamiques qui ne peuvent absorber la population, mais aussi du Sud-Est même du fait des changements survenus dans les campagnes. Le front pionnier du café alimente également l'exode rural. D'après MØNBEIG, la frontière ouverte par le café dans l'État de São Paulo, présente déjà des signes d'épuisement du sol et de dépeuplement, le petit propriétaire étant toujours prêt à partir plus loin, à la recherche de terres rentables sans investissement. La situation de ces petits producteurs était déjà précaire; ayant épuisé leur capital par l'achat de terre, ils ne pouvaient se permettre d'engager de la main-d'œuvre et devaient chercher des revenus supplémentaires en travaillant dans les grandes propriétés.

La frontière ouverte au nord du Paraná, organisée par des entreprises privées de colonisation, exige une certaine disponibilité en capital pour l'achat

des lots. Pour le migrant sans ressources il ne restait que l'alternative des villes du Sud-Est ou l'ouverture d'une autre frontière. Les terres abondantes et vides du Mato Grosso de Goiás, terres de forêt non occupées par l'élevage implanté depuis longtemps dans la région, au moment du déclin des mines d'or, offraient une alternative logique pour l'installation de migrants sans ressources qui pouvaient y développer une économie de subsistance, en vendant leur surplus sur le marché. Le mouvement pionnier du Mato Grosso de Goiás diffère du front pionnier du café : il produit pour le marché intérieur, développe une polyculture à moindre investissement, ce qui a permis l'éclosion de nombreuses propriétés rurales, petites et moyennes, exploitées par le propriétaire lui-même ou par des *parceiros*. On ne peut exclure qu'il y ait eu un front d'expansion ou même un front pionnier dans le Mato Grosso de Goiás avant les années quarante avec les investissements routiers du gouvernement et avec la construction de la nouvelle capitale de l'État, Goiânia, en 1936.

La liaison ferroviaire d'Anapolis avec le Sud-Est dès 1935 rend possible la commercialisation des produits, condition indispensable pour une économie de marché. De plus, la rentabilité de l'investissement en terres est garantie par la fertilité des sols de forêt et par l'abondance de terres. La production de cultures traditionnelles d'aliments pour le marché urbain du Sud-Est n'exige pas d'investissements comme dans le cas de la production du café. Le faible prix des terres les rend compétitives par rapport à celles de São Paulo et du Paraná, malgré l'éloignement des marchés. La région offrait ainsi un ensemble d'avantages pour le développement d'un front pionnier de petites propriétés produisant pour le marché.

L'État fédéral induit ce processus par la construction d'infrastructures routières, par le lotissement des terres *devolutas* et par la création de la CANG. Avec ces mesures, l'État donne le signal de départ à la colonisation de la région, colonisation qui va bien au-delà de la colonie officielle. Speridião FAISSOL, dans son livre « Le Mato Grosso de Goiás » (1952), fixe les limites de la zone pionnière loin vers le sud-ouest et vers le centre sud du Goiás, à partir d'Anapolis. Selon le même auteur, le front couvre une région de forêt qui avait donc été négligée par l'ancienne activité d'occupation, l'élevage extensif. Il ne s'agit pas pour autant d'une région vide; d'après le recensement de 1940, elle comptait un total de 202 000 personnes avec une densité moyenne de 4 habitants par kilomètre carré. Cette population est rurale à 80 %. La surface occupée par l'activité agricole recouvre moins de 50 % de la surface totale des *municípios*, il y avait donc encore de grandes quantités de terres et de forêts à défricher. Les villes, ainsi nommées dans le recensement car sièges

de *municípios*, n'atteignent pas les 1 000 habitants, mis à part Goiás (l'ancienne capitale d'État), Anapolis (le plus important centre commercial) et la nouvelle capitale Goiânia, qui est déjà la ville la plus peuplée avec 7 000 habitants. Les exploitations consacrées à la fois à l'agriculture et à l'élevage dominant, soit par la superficie (58 % de la surface exploitée), soit par le nombre d'exploitations (71 % du total). L'agriculture couvre seulement 6 % de la surface totale et est pratiquée par 18 % des exploitations, toujours à petite échelle, soit dans les unités exclusivement agricoles, soit à l'intérieur des *fazendas* d'élevage. Les exploitations agricoles sont les plus petites (42 ha en moyenne), alors que l'élevage est pratiqué dans les grandes exploitations (586 ha en moyenne) et l'activité mixte dans les exploitations moyennes (120 ha en moyenne). Outre le bétail, la région produit du riz, du haricot, du maïs, du café et de la canne à sucre (IBGE 1940).

C'est dans ce contexte que s'installe le front pionnier des années quarante. WAIBEL présente le pionnier comme un petit paysan qui cultive la terre qu'il possède, produisant des biens agricoles pour le marché et mettant en valeur les meilleures terres, les terres de forêts que les éleveurs avaient négligées.

La fondation de colonies agricoles était déjà une pratique ancienne au Brésil quand le décret-loi n° 6 882 du 15/02/1941 créa la Colonie Agricole Nationale de Goiás. Depuis le début du XIX^e siècle, des colonies étaient fondées par des immigrants étrangers dans les États du sud, de Rio de Janeiro, de São Paulo. Le courant d'immigration étrangère épuisé, l'attention se porta sur les petits agriculteurs nationaux.

LA MARCHÉ VERS L'OUEST

La Colonie Agricole Nationale de Goiás s'installe à 140 km d'Anapolis, créée par décret présidentiel en février 1941. Plus tard, une route la reliera à Anapolis. Par ce décret, la CANG découpe la zone en lots de 20 à 50 ha donnés à des personnes pauvres qui reçoivent également les instruments et les maisons, et qui se consacrent à l'agriculture. Le siège de la Colonie, planifié dans le même temps, reçoit le nom de Ceres. Le projet prévoit que le colon doit maintenir une réserve de 25 % de son lot en forêt. C'est une innovation dans le système traditionnel de culture brésilien qui consiste à défricher la forêt, brûler, planter pendant quelque temps pour choisir ensuite une autre portion de forêt et recommencer le cycle (WAIBEL, 1958). Les statuts de la Colonie ont pour but de transformer le système de l'agriculture itinérante en agriculture permanente avec rotation des cultures, imposant une agriculture moderne dans la région, fixant les migrants à la terre, ce qui impliquait des changements d'ordre

technique. Indépendamment des résultats de la colonisation officielle, le front pionnier apporte des innovations à la région : substitution des cultures de subsistance par la culture commerciale, appropriation de la terre par le petit producteur et non plus seulement par le latifundiaire, insertion de la région à l'économie de marché par l'agriculture (elle l'était déjà par l'élevage), augmentation de la population : peuplement des campagnes et urbanisation.

Avec le front pionnier, l'occupation des campagnes s'intensifie et les villes surgissent ou croissent du fait du rôle des centres urbains dans l'écoulement des produits, surtout quand il s'agit de petites productions. Avec les migrants arrivent aussi les commerçants. La région devient une région attractive pour les courants migratoires.

WAIBEL, lors de son voyage dans la région en 1947, relate que : « d'Anapolis, les commerçants et les colons étaient amenés en camion vers le nord et l'ouest dans un rayon d'environ 150 à 200 km. Là, ils défrichaient les forêts, cultivaient des lopins de terre, ouvraient des routes, construisaient des maisons et des nouveaux villages surgissaient dans des lieux qui n'avaient pas été encore occupés ». Les migrants venaient du Minas Gerais (à 80 %), de São Paulo et de Bahia. Le prix des terres à la campagne et en ville montait vertigineusement (WAIBEL, 1958). Durant et depuis la Seconde Guerre mondiale, les prix atteints par le riz stimulaient sa production et en faisaient le principal produit de la région. Le riz rend bien sur des terres récemment défrichées et non seulement les migrants, mais les *fazendeiros* également, se mirent à défricher et à planter du riz faisant ainsi progresser la frontière. Pour réduire leurs coûts de transport des produits, les industries du riz s'installèrent dans les villes de la région.

Le riz produit pour le marché concourt à l'ouverture de champs et à l'urbanisation. Le besoin de main-d'œuvre pour le planter et le cueillir attire et augmente la population rurale, alors que sa production stimule les installations commerciales et industrielles en ville. Outre le riz, le front pionnier produit du maïs (pour engraisser les cochons vendus pour le saindoux), du haricot et du café, second produit d'exportation de la région, qui était cultivé sur des zones limitées et qui fut introduit par des migrants de São Paulo (FAISSOL, 1952).

La production de bétail connaît une amélioration grâce à la plantation de pâturages dans les zones défrichées pour l'agriculture. FAISSOL note l'existence de pâturages dans des anciennes régions d'agriculture où les sols s'étaient appauvris. Déjà dans les années quarante, on observe la transformation de grandes surfaces de forêts en prés d'embouche, les terres étant devenues impropres à la culture du riz. Le petit propriétaire, dont le système de culture conduit

à l'épuisement du sol, est obligé de migrer, la taille de son lot (moins de 50 ha) ne permettant pas de passer à l'élevage. On note alors, en plein développement du front pionnier, la tendance à la substitution de l'agriculture par l'élevage. A la fin des années quarante, la région offre la plus grande production de riz, de café, de haricot et de maïs de l'État de Goiás. Le taux de croissance de la population est de 75 % entre 1940 et 1950, la population totale atteignant 350 962 habitants. La population urbaine double presque et la population rurale augmente de 71 %, absorbant 80 % de la croissance totale. La densité rurale atteint 16 hab/km² (IBGE, 1950). Les exploitations agricoles font un grand bond à la fois par le nombre (46 %) et par la surface occupée (21 %) mais continuent à produire sur une petite échelle.

On peut attribuer au front pionnier le fait qu'en 1950, la majorité des exploitations se situe entre 50 et 100 ha, les exploitations de moins de 100 ha représentant 70 % du total. Malgré tout il y a concentration foncière dans la mesure où ces 70 % occupent seulement 17 % de la surface. Près de la moitié de la surface totale est occupée par des exploitations de 100 à 1 000 ha, et celles supérieures à 1 000 ha détiennent 41 % de la surface totale.

LA COLONIE AUJOURD'HUI

La région du Mato Grosso de Goiás connaît actuellement, d'après les données de l'IBGE de 1980, un fort exode rural et également un certain dépeuplement urbain. On a l'habitude de lier l'exode rural à la grande propriété, au développement des latifundia et à la disparition de la petite propriété. Pourtant, dans cette région, la question se pose sous une forme différente. La petite propriété qui s'est implantée spontanément ou officiellement persiste ainsi que le latifundium qui existait avant l'arrivée du front pionnier. Ceci nous permet d'écarter l'hypothèse du seul processus de « latifundisation » pour expliquer l'exode rural. Par ailleurs, l'exode rural s'accompagne généralement d'une forte croissance urbaine, ce qui ne s'observe pas ici. A l'exception d'Anapolis et de Goiânia, on observe dans la plupart des villes sinon une diminution absolue de la population urbaine, du moins une diminution relative.

Bien que toute la surface du *município* n'ait pas été lotie par la Colonie, on y rencontre encore la plus forte concentration de petites propriétés de l'État de Goiás (92 % des exploitations ont moins de 100 ha, la taille moyenne des exploitations est de 34 ha, la plus faible du Goiás).

Les données de l'IBGE permettent de présenter le tableau suivant : les exploitations recensées sont toutes des propriétés individuelles (98 %), ce qui

TABLEAU I
Ceres : principales données

	1970	1975	1980	
<u>SUPERFICIE DU MUNICIPE</u> Km ²			1 053	
<u>POPULATION TOTALE</u>	39 510		31 498	
DENSITÉ Hbt./km	37,5		29,9	
TAUX DE CROISSANCE POPULATION TOTALE 1970-1980				-20,3%
<u>POPULATION RURALE</u>	28 238		17 849	
DENSITE Hbt./km	26,8		17	
TAUX DE CROISSANCE - POPULATION RURALE 1970-1980				-36,8%
<u>POPULATION URBAINE</u>	11 272		13 272	
TAUX DE CROISSANCE - POPULATION URBAINE 1970-1980				21,1%
<hr/>				
<u>NOMBRE D'EXPLOITATIONS AGRICOLES</u>	2 662	2 160	1 938	
<u>SURFACES DES EXPLOITATIONS</u> ha	78 089	80 334	76 181	100%
TAILLE MOYENNE DES EXPLOITATIONS ha	29,3	37,2	39,3	
<u>PERSONNEL OCCUPÉ DANS LES EXPLOITATIONS</u>	10 152	12 230	6 401	
<u>SURFACES AGRICOLES</u> ha	24 988	26 949	19 729	27%
PLANTÉES EN RIZ	17 678	18 247	7 023	
HARICOT	4 430	3 254	3 469	
MATS	6 181	4 601	9 365	
PRODUCTION DE RIZ (TONNES)	18 212	19 167	7 319	
HARICOT	1 394	901	763	
MATS	6 137	6 384	14 957	
<u>SURFACES DE PATURAGES</u> ha	43 410	43 234	47 171	65%
NATURELS	7 993	7 827	13 893	
PLANTÉS	35 417	35 407	33 278	
TÊTES DE BÉTAIL	36 812	48 420	56 529	
TÊTES DE BÉTAIL / ha DE PATURAGE	0,85	1,12	1,20	

SOURCES : RECENSEMENTS DEMOGRAPHIQUES ET ECONOMIQUES DE L'IBGE.

signifie qu'il n'y aurait plus de terres de *posseiros* ou de terres *devolutas* et que l'appropriation par des coopératives ou des sociétés est négligeable. Il s'agit donc encore d'une structure de petites propriétés privées éclatée en 1938 exploitations, 93 % des terres étant exploitées par les propriétaires eux-mêmes. Les terres exploitées par des personnes sans terre, *parceiros* ou *locataires*, ne représentent que 6 % du total. Quant à la structure foncière, près de la moitié des unités de production (52 %) correspond au module de la Colonie (10 à 50 hectares). On note qu'une bonne partie des exploitations de moins de 50 ha pratiquent l'élevage. L'avancée de l'élevage, déjà amorcée au milieu des années soixante, s'amplifie et peut se mesurer par le poids des revenus de l'élevage par rapport à ceux de l'agriculture. Quant à l'agriculture, si elle est pra-

tiquée par la plupart des exploitations, elle ne couvre pas plus de 10 ha dans 72 % des exploitations. Il n'existe pratiquement pas de cultures sur plus de 100 ha en 1980.

Le petit producteur se consacre à l'activité qui lui assure des revenus réguliers : lait, volailles, œufs, petits animaux, vers à soie. Comme il n'y a pratiquement pas d'emplois pour une main-d'œuvre salariée permanente ou temporaire, on peut penser que la structure d'exploitation familiale se maintient. Dans les propriétés de moins de 50 ha, le propriétaire réside généralement sur ses terres. Dans celles de plus de 100 ha, le propriétaire réside plutôt dans la ville la plus proche.

Les indices d'investissement révèlent une faible rentabilité en capital et une intensité très moyenne en travail. L'activité agricole et l'activité d'élevage

ont un faible taux de production. Les indices de productivité confirment cette faiblesse : par rapport à 1960, le rendement du riz diminue, celui du haricot s'effondre, seul celui du maïs se maintient.

De ces caractéristiques, nous pouvons conclure qu'il n'y a pas eu d'investissement en capital susceptible de modifier la structure basée sur la petite production marchande. La grande culture commerciale n'a pas pénétré dans le *município*. Nous pouvons l'expliquer par quelques hypothèses : la topographie accidentée n'a pas attiré la grande culture, la difficulté de mécanisation qu'elle offrait et l'existence de terres plus favorables à proximité, les terres déjà épuisées, présentant des problèmes phytosanitaires, exigeaient un investissement plus important; l'extrême fragmentation de la structure foncière présentait un obstacle au remembrement.

L'absence de signes d'intensification des activités agricoles montre que le colon n'est pas devenu un petit producteur dynamique. La petite propriété survit en module familial grâce à quelques stratégies qui assurent des revenus réguliers, mensuels, seuls susceptibles de permettre une survie en période d'inflation : la production de lait vendue aux laiteries ou aux intermédiaires, ou commercialisée par des circuits parallèles dans les villes voisines, l'élevage de petits animaux, quelques cultures et l'élevage du ver à soie vendu à une industrie de São Paulo qui paraît offrir une perspective prometteuse pour la région. L'élevage dans les petites exploitations est signe d'épuisement des sols et de non-mise en valeur. La stratégie du petit producteur est de devenir fournisseur des industries qui lui imposent le type de production, le prix, la quantité, quelquefois le financement, et desquelles il va dépendre. Ainsi, le petit producteur devient une sorte de salarié externe de l'industrie, se prolétarisant sur place. Une autre stratégie est d'approvisionner les villes voisines par des circuits parallèles. N'ayant pas les moyens d'employer des aides, la main-d'œuvre familiale est seule employée.

La structure de la petite propriété survit également de façon improductive pour les loisirs ou comme investissement des résidents des villes. La terre devient alors une marchandise stockée en attente de valorisation. Comme il n'y a pas, au moins jusqu'à aujourd'hui, de pression pour acheter ces terres afin de former de grandes propriétés, la structure se maintient. Pourtant la persistance du mode d'occupation s'accompagne de modifications de son aspect économique et social. Le petit producteur, dans de nombreux cas, n'est plus le premier occupant qui a reçu son lot du gouvernement.

L'exode rural peut être expliqué comme un phénomène qui a commencé dès l'époque du front pionnier et qui s'est accéléré ces dix dernières années.

La culture mise en œuvre, le riz, culture instable à la fois par sa soumission aux oscillations du marché et du fait de son rôle de culture d'ouverture de champs, est elle-même facteur de mobilité spatiale. La taille des lots alliée aux techniques adoptées est un autre facteur d'épuisement, d'appauvrissement et par conséquent de non-fixation de la population. Le pionnier, avec les techniques qu'il employait, aurait dû laisser la terre se reposer de temps en temps pour ne pas épuiser le sol. La taille du lot ne le permettait pas. Les alternatives qui s'offraient étaient donc : intensifier la production au moyen de nouvelles techniques et d'utilisation d'engrais et de pesticides, continuer la culture avec des revenus décroissants et s'appauvrir, passer à l'élevage quand la taille du lot le permettait, ou migrer vers des régions plus favorables et recommencer.

Bien que dans les années soixante-dix, la politique agricole du pays ait favorisé la production agricole, par le moyen de crédits bonifiés, le petit producteur n'a pu en profiter. Les crédits concédés concernaient essentiellement les coûts de production, ce qui supposait une capacité d'investissement par ailleurs. D'un point de vue technique, outre le fait que la recherche et la technologie diffusée étaient orientées vers des applications qui réclamaient une forte intensité de capital, l'assistance technique était liée aux projets bénéficiaires des crédits. Ainsi, le petit producteur était doublement marginalisé. De plus, en période de forte inflation et pour des personnes mal scolarisées, le recours au crédit semble accélérer l'échec de l'entreprise rurale, car il est difficile de maîtriser les échéances de remboursement.

L'exode rural s'expliquerait alors par le fait que la petite propriété, ne se dynamisant pas, se serait transformée en un vivier de main-d'œuvre, secrétant ses propres excédents de population, devenant un foyer d'émigration. Le producteur rural qui se maintient en condition de dépendance vis-à-vis d'une industrie peut être considéré comme un salarié ou comme un migrant en puissance. Par ailleurs, l'élevage dans la région se pose comme un élément supplémentaire de non-absorption de la main-d'œuvre locale.

Rio Verde : l'agriculture moderne dans les cerrados

Rio Verde n'a pas subi une opération de colonisation officielle. Son retour au sein des régions de frontière s'est effectué grâce à l'initiative privée, largement subventionnée par le secteur public, autour d'un produit, le soja, dont la culture est actuellement le principal facteur d'ouverture de nouvelles frontières sur les terres de *cerrados*.

Le soja commence à être cultivé de manière intensive dans le sud du Brésil à partir de 1970; sa produc-

tion passe de 1 500 000 tonnes à 15 000 000 tonnes entre 1970 et 1980. Les crédits de campagne qui lui sont attachés, les progrès de la recherche agronomique, la volonté gouvernementale de mettre en valeur les *cerrados*, les prix du marché mondial, tout concourt à assurer le développement de la culture du soja qui est en passe de devenir le support d'un nouveau « cycle de produit » dont l'enchaînement participe d'une certaine vision de l'histoire économique brésilienne.

Le soja requiert un investissement en capital relativement important pour financer la correction des sols, les engrais, les pesticides, la mécanisation. Le développement de l'agriculture est entraîné par le développement industriel. L'industrie conditionne la rationalisation et l'intensification de l'agriculture en tant qu'acheteur de la production agricole mais aussi en tant que fournisseur des biens industriels consommés par l'agriculture. Comme le soja requiert une main-d'œuvre salariée, fait l'objet d'une cotation sur les marchés boursiers, et est vendu à l'exportation, sa progression se confond pour beaucoup avec l'avancée d'une agriculture « moderne », employant du capital et intégrée au marché mondial. Son avancée, comme celle des autres frontières, s'effectue suivant un axe sud-nord-ouest. Cependant on ne parle pas, au sujet de son expansion dans l'espace, de front pionnier ; les économistes parlent de frontières économique ou commerciale (MUELLER, 1983). Sans doute le *cerrado* évoque-t-il moins d'images romantiques que l'Amazonie, bien qu'il soit également un écosystème menacé par les défrichements inconsidérés...

Nous aimerions démontrer que le front du soja n'est qu'une autre expression de la frontière, un autre moment, et qu'il en assure les mêmes fonctions. Cette expansion fait partie intégrante d'une représentation idéologique du territoire, avec ses terres libres et ses potentialités infinies à la portée des pionniers. Elle participe à la redistribution nationale de la force de travail, en prétendant résoudre les problèmes de tensions sur les terres, en déplaçant les populations vers des zones jugées, à tort ou à raison, vides d'un point de vue économique ou démographique.

Rio Verde dont nous présentons ici l'étude de cas est un *município* du sud du Goiás, zone limite entre les terres de *cerrados* et d'anciennes forêts, qui offre une bonne illustration de la « frontière du soja ». La ville est créée comme le sont les villes de l'époque : autour d'une chapelle offerte par un *fazendeiro* à Notre Dame des Douleurs. Le peuplement de Rio Verde s'inscrit dans le contexte des fronts pionniers de la fin du XIX^e siècle : le cycle de l'or qui avait peuplé l'intérieur du Brésil au XVIII^e siècle est totalement terminé, celui du café prend son essor dans l'État de São Paulo ; l'abolition

de l'esclavage (1888) et l'intensification de l'immigration européenne redistribuent la force de travail sur le territoire. Une migration interne à partir de l'état de Minas Gerais vers l'ouest s'affirme.

L'élevage extensif domine sur des terres médiocres, le *município* exporte cuirs et bêtes sur pieds vers l'État de Minas Gerais, ravitaillant en viande les régions caféières et les centres urbains. Une route carrossable reliant Jataí et Rio Verde à Itumbiara est inaugurée en 1919 (CAMPOS, 1971). Jusqu'en 1970 le *município* vit au ralenti. Seulement un quart de sa superficie est mise en valeur et le chemin de fer passe à 200 km. Il ne bénéficie pas des terres fertiles ni de la localisation des *municípios* voisins. À l'est, Santa Helena présente des terrains accidentés et développe une tradition de culture et d'industrialisation du coton, ses petites propriétés sont intégrées à l'économie laitière de l'État de Minas Gerais. Acreuna possède des bas-fonds qui permettent la culture irriguée. Au sud, les terres, extensions des *fazendas* des États de São Paulo et du Minas Gerais, sont très valorisées. Consacrées à un élevage de qualité, elles fournissent la plus grande partie de l'approvisionnement des grands abattoirs du *triangle minier*.

L'EXPANSION DU SOJA

Durant la période intercensitaire 1970-1980, la physionomie de Rio Verde change. La population de la ville fait plus que doubler et atteint 50 000 habitants alors que l'exode rural a frappé un tiers de la population des campagnes. Le *município* est désormais urbanisé à 75 %. L'agriculture se « modernise ». Le nombre de tracteurs triple et 72 % des exploitations utilisent des engrais. Le cheptel bovin passe de 210 000 à 490 000 têtes sur une surface moindre (630 000 ha contre 780 000 ha) constituée en majorité de pâturages plantés. Les terres consacrées à l'agriculture passent de 89 000 ha à 176 000 ha. Les cultures vivrières, sauf le riz, régressent et le soja et le maïs commencent leur ascension. Le processus de modernisation de l'agriculture a commencé, mais le grand bouleversement vient avec la culture du soja.

Aujourd'hui (1985), plus de 150 000 ha sont plantés en soja, dont la production a triplé depuis 1983. La seule usine de trituration de soja fonctionnant dans le Goiás appartient à une coopérative implantée à Rio Verde où l'on trouve aussi des représentations des entreprises multinationales de grains.

Pourquoi ces modifications se sont-elles produites avec tant d'ampleur à Rio Verde ? Sa localisation et la basse qualité de ses terres, handicaps dans les années antérieures, se sont transformées en avantages : les terres de faible prix, sous-exploitées par

TABLEAU II
Rio Verde : principales données

	1970	1975	1980
<u>SUPERFICIE DU MUNICIPE</u> km ²			11 475
<u>POPULATION TOTALE</u>	55 697		74 694 5 ^e municipale du Goiás en 1980
DENSITE DE POPULATION	4,9		6,5
TAUX DE CROISSANCE 1970-1980			+34,1%
<u>POPULATION RURALE</u>	28 654		19 009
DENSITE	2,5		1,7
TAUX DE CROISSANCE 1970-1980			-33,7%
<u>POPULATION URBAINE</u>	27 043		55 685 dont RIO VERDE: 47 624 5 ^e ville du Goiás en 1980
TAUX DE CROISSANCE 1970-1980			+105,9%
<hr/>			
<u>NOMBRE D'EXPLOITATIONS AGRICOLES</u>	3 095	2 970	2 288
<u>SURFACE DES EXPLOITATIONS</u> ha	977 400	1 000 000	966 400
TAILLE MOYENNE DES EXPLOITATIONS ha	316	337	442
<u>POURCENTAGE DES EXPLOITATIONS</u>	<u>Nombre</u> <u>Surface</u>	<u>Nombre</u> <u>Surface</u>	<u>Nombre</u> <u>Surface</u>
- AU DESSUS DE 1.000 ha	7,2 55,3	7,8 55,3	9,9 53,2
- DE 100 à 1.000 ha	36,3 39	38,4 39,6	51,6 42,2
- EN DESSOUS DE 100 ha	56,5 5,7	53,8 5,1	38,5 4,6
<u>PERSONNEL OCCUPÉ</u>	15 182	15 032	13 559
<u>SURFACES AGRICOLES</u> ha	88 776	126 285	176 178
<u>PLANTÉES EN COTON</u> ha	8 452	3 080	4 612
RIZ	54 613	56 070	72 416
HARICOT	3 610	400	209
MATS	16 452	38 005	29 538
SOJA	3 713	1 705	25 012
			{ 1981: 38 843 1982: 49 400 1983: 50 000 1984: 110 000
<u>PRODUCTION DE COTON T.</u>	16 979	6 046	8 091
RIZ	52 358	48 001	77 604
HARICOT	934	600	67
MATS	23 148	74 780	64 056
SOJA	3 214	2 996	38 274
			{ 1981: 46 612 1982: 74 100 1983: 99 150 1984: 121 000
<u>SURFACES DE PATURAGES</u> ha	772 967	770 887	631 827
NATURELS	558 696	556 113	253 580
PLANTES	214 271	215 774	378 247
<u>TETES DE RÉTAIL</u>	210 039	318 173	490 400
<u>TETES DE BÉTAIL/ha DE PATURAGES</u>	0,27	0,41	0,78
			{ 1981: 580 000 1982: 612 000 1983: 700 000

SOURCES : RECENSEMENTS DEMOGRAPHIQUES ET ÉCONOMIQUES DE L'IBGE
APRÈS 1980 : EMATER

l'élevage et peu morcelées du fait de la faiblesse de l'agriculture, ne nécessitent pas de remembrement pour atteindre le module type d'exploitation du soja et n'offrent pas d'obstacles à une reconversion. Il se trouve que la topographie plane du *município* permet la mécanisation, que la proximité de gisements de calcaire permet de corriger les sols de *cerrados* à très bas coût. Il existe désormais des accès par des routes goudronnées reliant le *município* au Sud-Est et à Brasília (la route reliant Rio Verde à Itumbiara est enfin goudronnée en 1974). Malgré une densité démographique très faible (1,7 hab/km² en milieu rural en 1980), il existe une main-d'œuvre disponible du fait de l'élevage, qui ne crée que peu d'emplois, et des migrations rurales permanentes. Enfin, la région fait partie de la zone d'action du programme de développement des *cerrados*, le Polocentro, qui garantit théoriquement l'accès au crédit, un encadrement technique et la réalisation d'infrastructures.

Cependant, tous ces éléments doivent être considérés à la lumière d'un autre front pionnier : celui du Paraná. Les agriculteurs qui arrivent depuis la fin des années soixante-dix à Rio Verde et qui se lancent dans la culture du soja, sont pour la plupart des migrants du sud, petits propriétaires « expulsés » par le front du soja. Familiarisés avec cette culture dont ils connaissent les impératifs techniques, ils disposent d'un capital, tiré de la vente de leurs terres trop exigües et non viables économiquement dans le contexte du Paraná, qui leur permet, avec l'obtention des crédits dont ils sont coutumiers, d'acquérir la surface qui leur manquait dans leur région d'origine et de moderniser d'emblée leur exploitation. Rio Verde se révèle l'endroit idéal pour accueillir ces nouveaux migrants désireux de recommencer sur un nouveau front pionnier, et dont on peut se demander s'ils ont vraiment tiré les enseignements de l'échec de l'ancien. Créé par des pionniers repoussés par le mouvement pionnier du café, Rio Verde accueille actuellement les pionniers repoussés par le mouvement pionnier du soja et qui y introduisent le cycle qui les a chassés.

EXPANSION DU SOJA ET DE L'ÉLEVAGE

La culture du soja s'accompagne de nombreuses innovations pour la région : recours à la technologie et à la mécanisation, et jusqu'à ces dernières années, crédit à taux négatif subventionné par le gouvernement dont la seule obtention assurait un profit indépendamment de tout résultat agricole, rationalisation de l'utilisation de la main-d'œuvre (utilisée seulement à l'époque de la préparation des champs et de la cueillette), généralisation du salariat, nouveau profil du cultivateur (*paulista* ou *sulista*, migrant plus proche de l'entrepreneur que du

paysan), intensification de la production et extension de l'espace productif.

La culture mécanisée du soja exige pour sa rentabilité de grandes étendues de terres. Le soja dans le *município* est planté en général sur des surfaces de 100 à 1 000 ha, modules accessibles pour les acheteurs qui ne sont ni de gros investisseurs, ni de grandes entreprises, mais des agriculteurs du Sud disposant de quelques ressources pour acheter ou louer des terres, pour acheter des machines, et qui utilisent des crédits agricoles pour financer leurs coûts de production. La culture du soja a trouvé les espaces libres dont elle avait besoin dans les terres inutilisées des *fazendas*, s'installant là où l'élevage était le moins développé. La culture n'entre pas en concurrence avec l'élevage en terme de surface, bien qu'elle se dirige vers les terres situées sur le plateau à la topographie plane où se trouvent les pâturages naturels.

Du fait des impératifs de production, la tendance est donc à la multiplication des exploitations de taille moyenne. Cette tendance s'affirme quand on compare les structures foncières du *município* entre 1970, avant l'arrivée du soja, et 1980 quand il commence à se développer. On note alors une tendance à l'augmentation des exploitations de 50 ha à 1 000 ha. D'autre part, on observe une réduction du nombre des exploitations dans les classes extrêmes : dans celles de moins de 50 ha (les plus touchées étant celles de moins de 10 ha : 85 % d'entre elles ont disparu), comme dans celles de plus de 2 000 ha. Ces modifications s'accompagnent d'un recul des cultures vivrières. En 1970, le riz, le maïs et le coton étaient cultivés sur des surfaces inférieures à 100 ha, bien qu'également dans des grandes propriétés. En 1980, l'agriculture est essentiellement pratiquée sur des surfaces de plus de 100 ha.

Des transformations tout aussi remarquables ont lieu aussi dans l'élevage, le cheptel atteindrait un million de têtes en 1985 d'après l'EMATER, mais elles passent au second plan dans les perceptions des acteurs comme des hommes politiques. L'élevage continue pourtant à dominer la production agricole. La formation de pâturages devient économiquement plus rentable quand elle est liée à la préparation des champs pour les cultures. Les propriétaires-éleveurs laissent leurs terres quelques années aux agriculteurs, à charge pour ceux-ci de défricher et de planter des pâturages la dernière année du contrat. Ils obtiennent ainsi un champ prêt pour l'élevage à coût nul. Le succès des opérations agricoles les encouragent aussi à cultiver eux-mêmes : ils profitent de la fertilité naturelle du champ après défrichage et des crédits qui sont attachés à l'agriculture et non à l'élevage, pour abaisser les coûts de formation de pâturages. A Rio Verde, cette tendance peut être observée avec le développe-

ment de l'élevage, supérieur à celui de l'agriculture, en surface plantée et en production. Ainsi, la place de l'élevage dans la production de la région s'accroît, poursuivant le mouvement amorcé dans les périodes antérieures (IBGE, 1982). On peut en conclure que le développement du soja n'a pas freiné le développement de l'élevage, mais qu'au contraire il y a contribué, en attirant de nouveaux entrepreneurs, en diffusant les progrès techniques et en valorisant les terres qui ne pouvaient plus servir simplement de pâturages naturels pour une exploitation extensive. La possibilité de retour à l'élevage des surfaces consacrées à l'agriculture doit être retenue. Il n'y a aucun obstacle technique pour cela. Les cultures sont naturellement instables : elles sont temporaires et soumises à des oscillations de prix sur le marché. La production ayant un caractère spéculatif peut se reconvertir dans ce qui assurera la meilleure rentabilité du capital. Avec l'élevage, la tendance est à une offre d'emplois plus faible.

RELATIONS DE TRAVAIL ET URBANISATION

On sait que beaucoup de petits propriétaires ont vendu leurs terres et sont partis en acheter d'autres plus loin, sur d'autres fronts pionniers, particulièrement au nord du Goiás. Certains ont rejoint la ville de Rio Verde. L'exploitation sans titre disparaît : en 1980 le statut du producteur-propriétaire s'affirme sur 85 % des établissements. Avec la disparition des anciens modes de production et des petites unités d'exploitation, disparaissent leurs acteurs. Mais si les travailleurs attachés traditionnellement à une exploitation par un contrat tacite (*agregados*) disparaissent, le salariat est cependant loin de constituer la forme unique des relations de travail. On voit apparaître des contrats écrits entre propriétaires et locataires qui rappellent les anciennes pratiques de *parceiria* et de métayage : location « gratuite » contre défrichement et plantation de pâturages la dernière année, loyer payé sur la récolte, soit à taux fixe (jusqu'à 20 %), soit en nombre de sacs à l'hectare (nombre fixe ou en augmentation progressive suivant la montée en production). Les *bóias frias* sont payés à la journée, à la saison ou au rendement. Ce dernier cas, pour la récolte du coton, concerne surtout les femmes et les enfants.

La nouvelle production requiert une main-d'œuvre salariée et temporaire détachée d'une production de subsistance. Les campagnes se vident. La culture du soja est mécanisée et économe en main-d'œuvre, mais elle a surtout une fonction de régulation de la main-d'œuvre qu'elle stocke pour l'utiliser seulement à certaines époques de l'année. Le travailleur rural est un salarié et un urbain. La force de travail expulsée des campagnes reste dans les villes voisines,

formant une force de travail de réserve déterminante pour l'analyse de l'urbanisation. Pourtant ce phénomène n'est pas récent. Une analyse de la mobilité de la population dans le *município* de Rio Verde, à partir des fichiers du syndicat des travailleurs ruraux, a montré que même avant l'arrivée du soja, il y avait déjà une migration des *fazendas* du *município* vers la ville de Rio Verde. Cette migration est antérieure à 1970 et provenait des *fazendas* d'élevage qui rejetaient déjà des travailleurs. Puis, avec la modernisation, l'intensification des cultures du riz, du maïs, du coton et de la canne à sucre pour l'alcool-carburant, surgirent des opportunités de travail, surtout dans les *municípios* des environs. De nouveaux migrants du *município* et de la région vinrent dans la ville de Rio Verde et dans les campements agricoles. La mairie, pour prévenir les « invasions », entreprit dès 1972 une politique de lotissements pour personnes à bas revenus. Une grande partie des *bóias frias* de Rio Verde vont travailler sur les champs de coton et de canne à sucre de Santa Helena et d'Acreuna. Dernièrement, avec le soja, des migrants d'autres régions sont venus directement à Rio Verde et dans les campements (PENNA, 1985).

L'activité agricole absorbe la majorité des résidents urbains et l'emploi rural a augmenté entre 1970 et 1980. Les estimations de la mairie (1985) chiffrent à 20 000 les salariés temporaires agricoles du *município*. On peut être surpris par l'adaptation et la subordination de la main-d'œuvre au marché du travail. Cette main-d'œuvre est cependant en partie syndiquée et tente d'imposer un certain respect de la législation du travail, en particulier la signature de la carte de travail.

Ce ne sont pas seulement les changements dans les relations de travail qui sont responsables de l'urbanisation. On doit remarquer d'autres activités induites par l'arrivée du soja au niveau local : les activités de transports, de stockage, de services bancaires, de commerce de produits agricoles, d'accessoires et de machines, de services d'entretien des machines et des véhicules, de services juridiques et comptables. L'usine de soja offre peu d'emplois permanents, mais on peut espérer quelques emplois industriels du fait de l'ouverture dans le *município* voisin de Jataí d'une usine Nestlé de précondensation et du développement de la production laitière (déjà quatre postes de traitement de lait fonctionnent à Rio Verde). Le nouveau producteur rural est d'une couche sociale différente de l'ancien petit propriétaire : il veut résider dans une ville bien équipée, proche de son exploitation. Il constitue un marché pour des commerces plus diversifiés et pour des services urbains. Sa pression sur la demande de logements dynamise le secteur du bâtiment et des travaux publics où les travailleurs ruraux trouvent à s'employer.

L'AVENIR DE LA FRONTIÈRE

L'ouverture de cette « nouvelle frontière » a eu pour conséquence d'implanter la monoculture du soja, de favoriser l'emploi du facteur capital dans l'agriculture, de relier l'économie régionale aux places boursières internationales, de dynamiser l'élevage, d'accélérer le processus d'exode rural et la formation d'un contingent de travailleurs temporaires. Si la production et les revenus du *município* ont augmenté, si certains des pionniers semblent avoir réussi, beaucoup ont dû quitter leurs terres et partir à la recherche de nouveaux fronts pionniers ou d'un travail en ville.

Quel est l'avenir de cette frontière ? Le premier danger viendrait de son produit-support : le soja. En 1985, le taux du crédit est devenu positif (supérieur au taux d'inflation), les prix du marché mondial ont chuté et il a fallu vendre au prix minimal fixé par le gouvernement. Beaucoup de producteurs fortement endettés, n'ayant pas utilisé le crédit pour diversifier et stabiliser leur production, mais à des fins spéculatives, n'ont pu rembourser leurs dettes et ont dû vendre leurs terres à la banque. Comment contrôler ses coûts de production avec une inflation de 250 % ? Le nouveau gouvernement semble prendre ses distances vis-à-vis des cultures d'exportation pour favoriser le marché intérieur, bien qu'il lui faille rembourser la dette extérieure du pays et continuer à approvisionner la population en huile de table tirée du soja. Les conditions climatiques de Rio Verde ne permettent pas la culture du blé entre deux récoltes de soja, comme c'est le cas à Dourados, dans le Mato Grosso du Sud. Le maïs pourrait être un produit de substitution, mais le marché est réduit faute d'élevage moderne employant des rations.

On peut retenir l'hypothèse selon laquelle la nouvelle frontière est transitoire et mobile. Si la forme actuelle d'organisation de la production persiste, l'exode rural paraît devoir être un phénomène irréversible qui s'accroîtra. L'urbanisation locale est la conséquence logique de ce processus. Dans les villes et les campements agricoles s'accumule un contingent de population de bas niveau de vie qui peut migrer à tous moments pour des villes plus grandes ou vers d'autres fronts de travail. L'urbanisation locale présente également une forte instabilité du fait des précaires conditions de vie des populations. Ce stock de main-d'œuvre abondante et bon marché peut devenir un facteur d'attraction pour l'implantation d'activités industrielles dans ces villes déjà équipées pour la commercialisation des produits agricoles. Sinon, on peut prévoir que ce ne sera pas seulement les campagnes qui se videront mais également les petites villes qui

ne pouvant se dynamiser deviendront simplement des lieux de passage de migrants.

Conclusion

L'occupation pionnière a marqué un moment de l'expansion territoriale avec incorporation de terres visant à produire des aliments, à occuper le territoire et à peupler les campagnes en accueillant les « excédents » de population des autres régions. C'est surtout la petite propriété qui s'est ainsi développée, en produisant pour le marché et en utilisant une nombreuse main-d'œuvre. Mais on peut s'interroger sur sa capacité à fixer une population à la recherche de travail et de terre. Avec la grande culture commerciale, la mise en valeur des terres déjà occupées mais sous-utilisées, la concentration des terres et de la production pour l'exportation et pour l'industrie s'est intensifiée. Dans les deux cas, la participation directe ou indirecte de l'État est importante — étant donné le caractère idéologique de la transformation du milieu rural — mais non décisive. Le rôle de l'État doit en effet être relativisé. Les interventions concrètes de l'État auraient plutôt tendance à régulariser une situation déjà existante, à accompagner une tendance. Son rôle dans l'orientation de l'agriculture à travers la politique du crédit agricole doit être mieux analysé; le crédit, dans le contexte d'une très forte inflation et d'une politique qui favorise les grands producteurs, a davantage permis la spéculation que le développement d'une agriculture, fût-elle basée sur le soja, stable et performante.

Ceres et Rio Verde, tous deux considérés comme frontières, malgré un contexte historique et économique différent, présentent des caractéristiques communes que nous pensons être inhérentes à d'autres régions en situation de frontière, à la dynamique de l'agriculture brésilienne et à l'instabilité de ses structures :

1. Ils ont été peuplés par des migrants en provenance d'autres frontières et, après un certain laps de temps, eux-mêmes deviennent un foyer d'émigration et fournissent des migrants pour d'autres frontières.
2. A chacun de ces cycles, cependant, une importante masse de travailleurs abandonne la course à la frontière et va rejoindre les centres urbains.
3. La production agricole est instable et peu diversifiée, les cultures vivrières, à part le riz qui joue un rôle de culture d'ouverture de champs, ont tendance à régresser. La frontière est souvent déficitaire en produits alimentaires. Le développement du soja ne doit pas faire oublier qu'il s'effectue au détriment de la culture d'autres grains. Il faut faire remarquer

qu'au niveau national la croissance de la production de soja, dont la culture se déplace du sud vers le nord-est, a tendance à se ralentir.

4. Dans tous les cas, l'élevage, avec son faible besoin en main-d'œuvre et son faible rendement pour une occupation des sols importante, semble être l'activité finalement prédominante sur la frontière, quels que soient les objectifs agricoles initiaux officiellement assignés.

5. Les principales modifications régionales se sont effectuées avant l'arrivée « officielle » de la frontière. La transformation et la colonisation du Mato Grosso de Goiás ont commencé avant l'implantation de la Colonie Nationale. C'est entre 1975 et 1980, avant l'essor du soja à Rio Verde, que la région a enregistré les modifications dont on rend le soja seul responsable, alors qu'il n'en est qu'un aspect : exode rural, mécanisation, disparitions des *agregados* et des petits propriétaires, régression des cultures vivrières.

6. Les villes connaissent une forte croissance liée à la commercialisation des produits. Elles ont cependant peu d'activités productives, et l'on peut craindre que leur dynamisme ne prenne fin avec une chute des productions agricoles, comme cela s'est produit pour Ceres et risque de se produire pour Rio Verde du fait de l'essoufflement de l'emploi, de la tendance à la monoculture et à l'élevage, dans un contexte d'économie périphérique dépendante qui limite les possibilités d'industrialisation. Elles accueillent tant bien que mal les travailleurs ruraux : le marché du travail agricole, composé de travailleurs temporaires et mobiles, est en ville, ce qui accentue l'instabilité de la structure urbaine. Dans le domaine de l'emploi, l'exode rural et la transformation du travailleur rural en travailleur temporaire résidant en ville sont les principales modifications enregistrées aujourd'hui, à Ceres comme à Rio Verde.

BIBLIOGRAPHIE

- BALAN (G.), 1972. — Migrações internas no desenvolvimento capitalista no Brasil : ensaio historico comparativo. Centro e periferia no desenvolvimento brasileiro. Difel, São Paulo : 109-184.
- BECKER (B.), 1982. — Geopolitica da Amazonia. Zahar Editora, Rio de Janeiro.
- CAMPOS (O.), 1971. — Rio Verde historico. Grafica e editora Edigraf S.A., São Paulo.
- FAISSOL (S.), 1952. — O Mato Grosso de Goiás. Instituto Brasileiro de geografia e estatistica, Rio de Janeiro.
- Fundação Instituto Brasileiro de Geografia e Estatística — FIBGE, V Recenseamento Geral do Brasil, 1940 — Serie regional Goiás. Rio de Janeiro.
- FIBGE, VI Recenseamento Geral do Brasil, 1950. — Serie regional Goiás. Censo Agropecuario, Rio de Janeiro.
- FIBGE, VI Recenseamento Geral do Brasil, 1950. — Serie regional Goiás. Censo Demografico, Rio de Janeiro.
- FIBGE, IX Recenseamento Geral do Brasil, 1980. — Serie regional Goiás. Censo Agropecuario, Rio de Janeiro.
- FIBGE, IX Recenseamento Geral do Brasil, 1980. — Serie regional Goiás. Censo Demografico, Rio de Janeiro.
- FIBGE, 1982. — Modernização da Agricultura no Sudeste de Goiás. Rio de Janeiro.
- GRAZIANO (J. da Silva) — Coord., 1980. — Estrutura Agraria e Produção de Subsistencia na Agricultura Brasileira. Editora Hucitec, São Paulo.
- GRAZIANO (J. da Silva), 1982. — A Modernização dolorosa. Zahar Editores. Rio de Janeiro.
- MARTINS (J. de Souza), 1975. — Capitalismo e tradicionalismo. Pioneira, São Paulo.
- MONBEIG (P.), 1952. — Pionniers et planteurs de São Paulo. Armand Colin, Paris.
- MUELLER (Ch.), 1983. — Fronteira, frentes e a evolução recente da força de trabalho rural no Centro-Oeste. *In Pesquisa e Planejamento Economico*, 13 (2).
- PENNA (N. Azevedo), 1985. — Transformações no campo, estrutura fundiaria e mobilidade da força de trabalho. Unb/CNPq, Brasília, *multi*gr.
- SANTOS (M.), 1978. — Por uma geografia nova. Hucitec, São Paulo.
- TAVARES (J. V. dos Santos), 1984. — A Política de colonização no Brazil contemporâneo. Comunicação ao Simposio organizado pela ABRA na 36ª reunião anual da SBPC, São Paulo, 22 p, *multi*gr.
- TRONCA (I.), 1985. — Revolução de 1930, a dominação oculta. Brasiliense, São Paulo.
- VELHO (G. O.), 1974. — Capitalismo autoritario e Campesinato. Difel, São Paulo.
- WAIBEL (L.), 1958. — Capítulos de Geografia tropical e do Brasil. IBGE, Rio de Janeiro.